Bilan socio-économique 1986

ABITIBI–TÉMISCAMINGUE

Office de planification et de
développement du Québec

Québec

Document préparé et rédigé par
la Direction régionale de
l'Abitibi-Témiscamingue

Septembre 1986

Recherche et texte
Yannick Routhier

Secrétariat
Rachèle Blais

Coordination
Direction des études et
politiques régionales

Graphiques et carte
Service des ressources matérielles

Révision et édition
Service des communications

Dépôt légal — 1er trimestre 1987
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-16959-X

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

TABLE DES MATIÈRES III

LISTE DES TABLEAUX IV

LISTE DES FIGURES V

AVANT-PROPOS **1**

1. ÉTAT DE LA SITUATION RÉGIONALE **3**

1.1 Portrait sommaire 3

1.2 Les grands indicateurs 3

1.2.1 La population 3

1.2.2 Le marché du travail 4

1.2.3 Les investissements 4

1.3 Les activités économiques 6

1.3.1 Situation par rapport à l'ensemble du Québec 6

1.3.2 Secteur primaire 6

1.3.3 Secteur secondaire 7

1.3.4 Secteur tertiaire 8

A) Le tertiaire privé 8

B) Le tertiaire public 10

2. PRÉSENCE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC **11**

2.1 Investissements 11

2.2 Programmes majeurs 12

2.3 Emploi et employabilité 12

2.4 L'impact des sociétés d'État 13

CONCLUSION **14**

Liste des tableaux

PAGE

TABLEAU 1 Répartition de la population, Abitibi-Témiscamingue 1985 3

TABLEAU 2 Indicateurs globaux du marché du travail: moyennes annuelles 1984 et 1985 4

TABLEAU 3 Les investissements privés et publics par secteur d'activité économique 1983, 1984 et 1985, en milliers de dollars 5

TABLEAU 4 Secteurs d'activité par ordre décroissant du coefficient de localisation sectoriel de l'emploi, 1985 6

TABLEAU 5 Types de production agricole, nombre de fermes et cheptels, 1985 6

TABLEAU 6 Volumes autorisés et volumes récoltés de bois, 1984-1985 et 1985-1986 7

TABLEAU 7 Investissements absolus et relatifs de l'État québécois en Abitibi-Témiscamingue, 1983, 1984 et 1985, en millions de dollars 11

Liste des figures

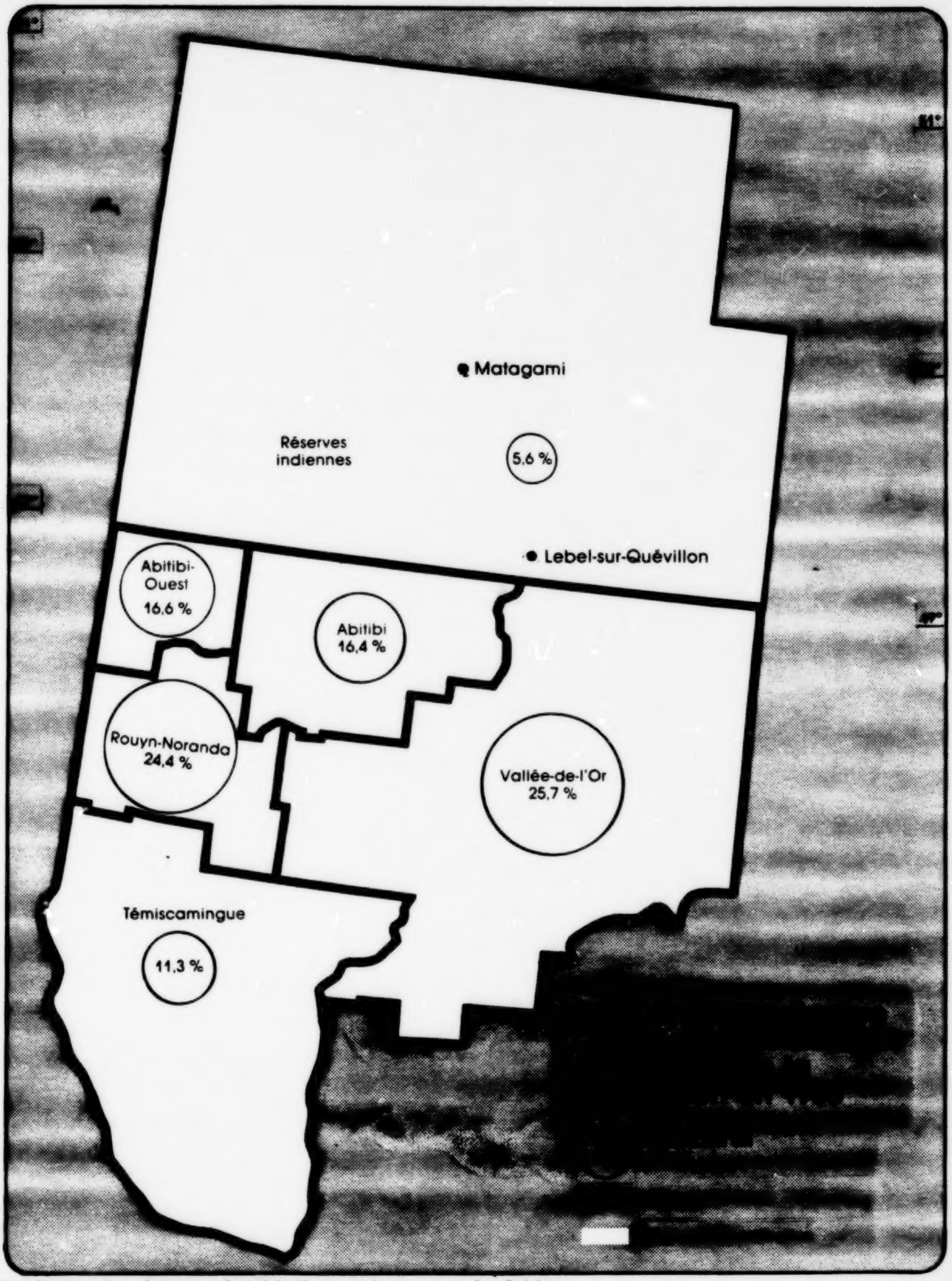
PAGE

FIGURE 1 Indicateurs globaux du marché du travail, 1984, 1985 4

FIGURE 2 Les investissements privés et publics, 1983-1984-1985 5

FIGURE 3 Évolution des dépenses publiques, 1983-1984-1985 11

FIGURE 4 Origine des dépenses d'investissements du Québec, 1983-1984-1985 12



Les limites des régions administratives sont en cours de révision.

Avant-propos

Ce bilan socio-économique de l'Abitibi-Témiscamingue présente un rappel des faits saillants ainsi que de brèves analyses des phénomènes qui ont marqué la région en 1985. Il souligne également les tendances qu'il est possible de dégager sur la base des observations qui portent généralement sur intervalle de deux ans. Notons enfin que ce bilan s'inscrit en continuité avec celui qui fut publié en 1984.

Le directeur régional p.i.,

Gérard Laquerre

1. État de la situation régionale

1.1 Portrait sommaire

Sise à l'ouest du territoire québécois, la région de l'Abitibi-Témiscamingue, d'une superficie totale de 116 500 km[2], s'étend depuis la confluence des rivières des Outaouais et Dumoine au sud, jusqu'au 51e parallèle nord. Elle est circonscrite à l'ouest par la frontière ontarienne et à l'est, par les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Mauricie, au méridien 75°31'. On retrouve, à l'extrême sud, un relief accidenté couvert par la forêt mixte. En remontant vers le nord, on franchit une vallée argileuse qui fait progressivement place aux affleurements rocheux, aux lacs, à une seconde zone argileuse et finalement à la forêt boréale.

La région de l'Abitibi-Témiscamingue est reliée au reste du Québec par deux routes, soit la 117 sud vers Montréal et la 113 en direction de Chibougamau. On rejoint par ailleurs le nord-est ontarien par quatre liens routiers principaux, au sud vers North Bay (route 101), et plus au nord, vers New Liskeard (route 101), Kirkland Lake (route 117), puis Timmins (route 388). Un service aérien direct régulier vers Montréal et Québec est aussi offert à partir des aéroports régionaux de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or.

Les activités d'exploitation fournissent 17 % de l'emploi régional. La production agricole est axée à 86 % sur les cultures fourragères destinées principalement aux élevages laitiers et bovins. Par ailleurs, la région produit le quart de la matière ligneuse québécoise. Finalement, les gisements aurifères stimulent les activités de prospection et d'extraction, pour faire de l'Abitibi-Témiscamingue la seule région québécoise où l'industrie minière se trouve relativement prospère.

L'activité manufacturière, qui procure 12,2 % de l'emploi régional, se retrouve surtout en aval des activités d'exploitation. C'est principalement la production de bois de sciage, de pâtes et papiers et d'anodes de cuivre qui animent ce secteur. Soulignons enfin que la moitié de l'emploi dans ce secteur se trouve au sein de la grande entreprise de 200 employés ou plus[1].

Nous sommes donc en présence d'une économie peu diversifiée et par le fait même sensible aux aléas des marchés mondiaux. Soulignons particulièrement que plusieurs municipalités dépendent d'une seule activité économique. Les efforts entrepris et à entreprendre en vue d'une diversification relèvent donc du défi étant donné que la faiblesse du marché local favorise les importations de produits cultivés ou manufacturés. Le développement de la région, du moins à court terme, semble devoir passer par une meilleure gestion des ressources de façon à en assurer l'exploitation et ce, au meilleur coût social possible. Une main d'oeuvre spécialisée abondante et hautement qualifiée est en mesure de faire face à cette tâche. Cependant on ne trouve malheureusement pas son équivalent dans le monde des professionnels, particulièrement dans le secteur tertiaire moteur, ce qui constitue un handicap au développement d'une économie moderne.

1.2 Les grands indicateurs

1.2.1 La population

La population de l'Abitibi-Témiscamingue s'élève à 159 861 personnes[2], ce qui représente 2,4 % de la population québécoise. Le territoire régional, quant à lui, représente 7,7 % du territoire québécois. La densité de population de l'Abitibi-Témiscamingue est donc relativement faible.

Le monde municipal est regroupé en cinq municipalités régionales de comté (MRC) jusqu'au 49e parallèle. Les gens se trouvant au nord de cette coordonnée habitent soit Lebel-sur-Quévillon, Matagami ou la municipalité de la Baie-James. Les réserves indiennes ne font pas partie des MRC à l'intérieur desquelles elles sont parfois enclavées.

TABLEAU 1
RÉPARTITION DE LA POPULATION
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE 1985

MRC	POPULATION	CHEF LIEU
Abitibi	26 270	Amos
Abitibi-Ouest	26 610	La Sarre
Rouyn-Noranda	39 044	Rouyn-Noranda
Témiscamingue	18 136	Ville-Marie
Vallée-de-l'Or	40 971	Val-d'Or
Total partiel	**151 031**	
Lebel-sur-Quévillon, Matagami	6 490	
Réserves indiennes	2 340	
TOTAL	**159 861**	

Source: Bureau de la statistique du Québec. Estimation de la population des municipalités du Québec au 1er juin 1985, Québec, 1986.

1. CLERMONT, Michel. «L'activité économique industrielle et commerciale en Abitibi-Témiscamingue». Document d'amorce de discussion pour le Sommet socio-économique, 1986, pp. 5.1 – 5.13.

2. Bureau de la statistique du Québec. Estimation de la population des municipalités du Québec au 1er juin 1985, Québec, 1986. Cette donnée n'inclut pas les localités de Joutel, Rousseau, Val Paradis et Villebois, qui se retrouvent au sein de la municipalité de la Baie-James.

1.2.2 Le marché du travail

De façon générale, la situation sur le marché du travail s'est améliorée et ce, malgré l'arrivée de 2 000 personnes dans la population active[1]. Il y a plus de personnes occupées et moins de chômeurs, d'où l'augmentation du taux d'activité, la diminution de 4,8 points de pourcentage du taux de chômage, qui se situe maintenant à 14,1 % et l'augmentation du ratio emploi/population[2].

TABLEAU 2
INDICATEURS GLOBAUX DU MARCHÉ DU TRAVAIL: MOYENNES ANNUELLES 1984 ET 1985

INDICATEURS	1984	1985
En milliers de personnes		
Population de 15 ans et plus	110	112
Population active	62	64
Personnes occupées	51	55
Personnes en chômage	12	9
En pourcentage		
Taux d'activité	56.5	57.4
Taux de chômage	18.9	14.1
Ratio emploi/population	45.8	49.4

Source: Statistique Canada. *Enquête sur la population active*, cat. 71-001, selon le découpage de 1985.

La situation de l'emploi varie de manière importante selon les activités ou groupes considérés. D'une part, on observe une pénurie de cadres supérieurs, médecins omnipraticiens ou spécialistes, et ouvriers spécialisés dans le secteur minier[3]. D'autre part, on retrouve des surplus de main-d'oeuvre au chapitre du travail non spécialisé et de certaines techniques de génie.

Deux imposants groupes, soit les jeunes et les femmes[4], se distinguent particulièrement. En effet, les jeunes de moins de 30 ans chôment dans une plus grande proportion que leurs aînés. Représentant 40 % de la population, ces derniers comptent pour 60 % des chômeurs en Abitibi-Témiscamingue. Par ailleurs, le sous-emploi des femmes s'accompagne principalement d'un faible taux d'activité, soit 41,5 % et par la prépondérance des emplois à temps partiel[5].

1 Les données sont calculées avec les définitions établies selon le remaniement du plan de sondage de l'enquête de Statistique Canada. Il s'agit donc d'un nouveau découpage ayant le 49e parallèle comme limite nord.

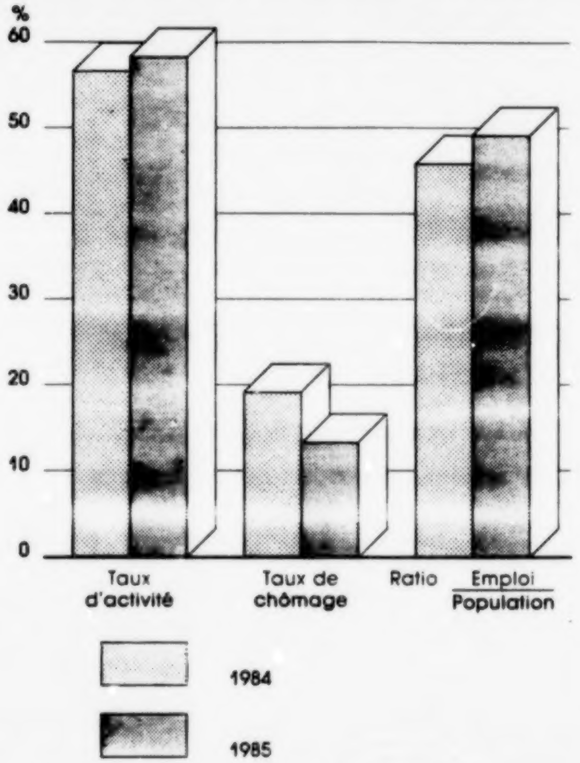
2. Ce ratio se définit comme étant le rapport entre le nombre d'emplois divisé par la population de 15 ans et plus.

3. MARCOUX, Marie-Josée. Le Bulletin régional sur le marché du travail, Abitibi-Témiscamingue, M.M.S.R., décembre 1984, 39 p.

4. *Id.* février 1986, 40 p. Notons que l'analyse aurait pu se poursuivre avec d'autres groupes, tels les personnes handicapées ou les communautés ethniques.

5. Voir: DALLAIRE, Louise. *Portrait socio-économique des femmes de l'Abitibi*, Conseil du statut de la femme, 1985, 46 p.

Figure 1: Indicateurs globaux du marché du travail, 1984, 1985



Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active cat. 71-001

1.2.3 Les investissements

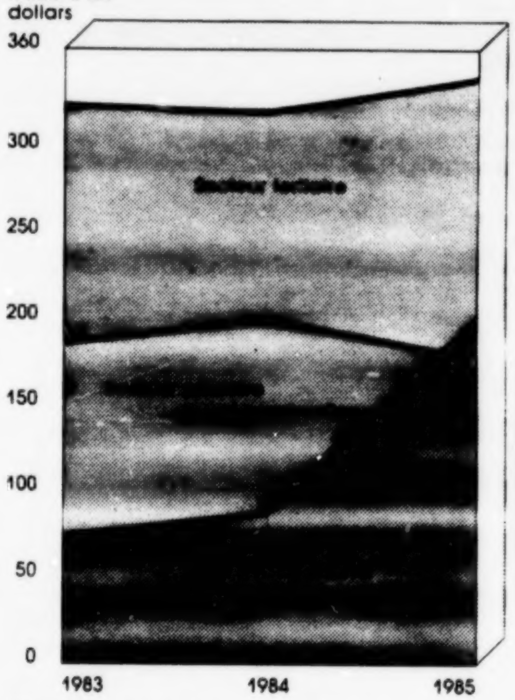
Les investissements reflètent les occasions de développement telles que perçues par les agents économiques des divers secteurs. Les décisions d'investissement tracent un portrait avant-coureur de la situation de l'emploi. En effet, ils annoncent la consolidation d'emplois existants ou la création de nouveaux emplois. Bien que la fonction de production des entreprises de la région soit davantage axée sur le capital que sur la main-d'oeuvre, le portrait qui se dessine aujourd'hui porte à l'optimisme.

De 1984 à 1985, mis à part les secteurs «forêts et mines», ainsi que «métallurgie et machinerie», on constate que le niveau des investissements par activité est soit stable ou encore à la hausse[6]. L'accroissement des investissements totaux, qui est de 16,8 %, repose essentiellement sur une progression spectaculaire des investissements manufacturiers, notamment dans les secteurs «pâtes et papiers», «autres», et «bois». L'implantation d'une usine de pâte chimico-thermomécanique

6. Notons que les activités de prospection minière ne sont pas considérées comme des investissements par le B.S.Q.

(Termcell) et la modernisation d'une usine de pâtes chimiques (Tembec) à Témiscaming, des travaux de modernisation visant à améliorer la qualité de la pâte à papier à la Domtar de Lebel-sur-Quévillon, ainsi que l'expansion à Ville-Marie d'une entreprise de contre-plaqués (Temfor), représentent le gros des investissements manufacturiers, qui devraient affecter 370 emplois.

Figure 2: Les investissements privés et publics, 1983 - 1984 - 1985



Source BSQ. Investissements privés et publics du Québec, novembre 1985

1983 - Dépenses réelles
1984 - Dépenses réelles provisoires
1985 - Prévisions révisés (mi-année)

TABLEAU 3
LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE 1983, 1984 ET 1985*
EN MILLIERS DE DOLLARS

SECTEURS D'ACTIVITÉ	1983	1984	1985
SECTEUR PRIMAIRE ET CONSTRUCTION			
Agriculture	18 390	19 652	19 848
Forêts et mines	153 504	166 960	143 622
Construction	8 901	8 415	8 903
TOTAL	**180 795**	**195 027**	**172 373**
SECTEUR MANUFACTURIER			
Aliments et boissons	1 414	1 593	1 671
Bois	14 960	19 623	25 642
Pâtes et papiers	33 071	31 188	128 531
Métallurgie et machinerie	24 131	30 677	23 738
Autres (manufacturier)	3 555	4 512	12 865
TOTAL	**77 131**	**87 593**	**192 447**
SECTEUR TERTIAIRE			
Transports, communications et services publics	88 511	97 298	91 045
Commerce	7 840	9 706	14 742
Finances, assurances et affaires immobilières	23 026	12 180	17 014
Services personnels, commerciaux et divers	19 741	27 126	30 881
Institutions, ministères et organismes gouvernementaux	113 397	96 423	105 656
Habitation	70 225	77 534	79 858
TOTAL	**322 740**	**320 267**	**339 196**
TOTAL GÉNÉRAL	**580 666**	**602 887**	**704 016**

* 1983: Dépenses réelles, 1984: Dépenses réelles provisoires, 1985: Prévisions révisées (mi-année).

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec. *Investissements privés et publics au Québec*, novembre 1985.

1.3 Les activités économiques

1.3.1 Situation par rapport à l'ensemble du Québec

La répartition de la production de biens et services dépend principalement de la présence de ressources, des coûts de transport et de la localisation des marchés. L'étude des coefficients sectoriels de l'emploi[1] permet de situer l'Abitibi Témiscamingue par rapport à l'ensemble du Québec.

TABLEAU 4
Secteurs d'activité par ordre décroissant du coefficient de localisation sectoriel de l'emploi, 1985

Mines	10,5
Forêts	6,0
Bois	5,3
Pâtes et papiers	1,5
Métaux primaires	1,4
Agriculture	1,3
Transports, communications, services publics	1,2
Enseignement	1,2
Hébergement, restauration	1,2
Services médicaux, sociaux	1,1
Commerce	1,0
Autres secteurs (25)	< 0,8

SOURCE: Données sur l'emploi extraites du Bulletin régional du marché du travail, M.M.S.R., troisième trimestre, novembre 1985.

Le profil d'une région-ressource apparaît ici très clairement. L'exploitation minérale et forestière, de même qu'une première transformation (bois, pâtes et papiers, métaux primaires) occupent une place prépondérante.

L'agriculture et certains services ont une présence en région qui se rapproche, à première vue, de la moyenne québécoise. Il est cependant quelque peu surprenant de ne pas retrouver plus de services ayant un coefficient se rapprochant de l'unité, ces derniers étant généralement décentralisés.

1.3.2 Secteur primaire

Agriculture

La tendance à la réduction du nombre de fermes doublée d'un accroissement de la superficie totale vouée à l'agriculture, amorcée il y a une dizaine d'années, s'est poursuivie en 1985. On compte aujourd'hui 1 346 fermes totalisant 267 600 hectares de terrain par rapport à 1 371 fermes et 258 319 hectares en 1984[2].

La production laitière assure toujours la majeure partie des revenus de ce secteur, soit environ 70 %. La région compte quelque 433 fermes laitières et un cheptel de près de 16 000 vaches. Il est à noter que les quotas de lait libérés par les démantèlements de fermes, ne peuvent plus être vendus à l'extérieur de la région. L'élevage bovin, qui vient au second rang, occupe de plus en plus de propriétaires, dont une bonne proportion à temps plein. On dénombre aujourd'hui 792 fermes orientées principalement vers la production et la mise en marché de veaux d'embouche. Notons enfin l'émergence de l'élévage ovin et ce malgré certaines difficultés de mise en marché.

TABLEAU 5
Types de production agricole, nombre de fermes et cheptels, 1985

PRODUCTION	FERMES	CHEPTEL
Laitière	433	15 695 vahces
Bovine	792	18 935 vaches 5 408 boeufs
Ovine	47	4 987 brebis
Autres	74	—

SOURCE: M.A.P.A.Q., Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue

Au chapitre des productions dites marginales, l'élevage de la truite et la production d'oeufs semblent bien établis. Les autres productions sont dispersées et caractérisées par un faible volume, ce qui nuit à la mise en marché. Cette situation n'empêche pas la région d'être à l'avant-garde en ce qui a trait à l'élevage du lapin. La culture des légumes en serre attire de plus en plus d'entrepreneurs.

La forêt

La récolte de matière ligneuse, composée à 90 % de résineux, a augmenté en 1985-1986 de plus de 18 % par rapport à l'année précédente pour atteindre quelque 6 000 000 de pieds mesure de planche. Cela représente 84,7% du volume autorisé, soit un sommet au cours de la dernière période quinquennale et ce malgré la grève à la Domtar et une fermeture aux usines Forex. Un prix légèrement à la hausse pour le bois d'oeuvre et l'aboutissement de certains conflits de travail, couplés à des perspectives plus sombres à court terme

1. Indique le poids relatif de l'emploi d'un secteur d'activité dans une région par rapport au poids relatif de l'emploi de ce même secteur d'activité à l'échelle nationale. Un coefficient supérieur à 1 correspond à une concentration plus élevée de l'emploi dans le secteur d'activité en région qu'au Québec. Un coefficient égal à 1 signifie un même poids relatif, alors qu'un coefficient inférieur à l'unité indique un poids relatifs moins élevé. Notons que l'on suppose une même fonction de production sur tout le territoire de référence.

2. Le revenu moyen par agriculteur, lui, semble demeurer constant selon les relevés préliminaires du M.A.P.A.Q. en Abitibi-Témiscamingue.

sur les marchés américains[1], pourraient expliquer en bonne partie cette intensification de la coupe. La région récolte maintenant plus du quart de la matière ligneuse québécoise.

TABLEAU 6
Volumes autorisés et volumes récoltés de bois 1984-1985, 1985-1986

	1984-1985	1985-1986
En milliers de p.m.p.		
Volume autorisé	7 286	7 141
Volume coupé	5 118	6 046
En pourcentage		
Proportion coupée du volume autorisé	70,2	84,7
Proportion de la récolte totale du Québec	21,3	26,0
Prix du 2 × 4 / 1 000 p.m.p livré à Montréal	255 $	268 $

SOURCE: Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec (A.M.B.S.Q.)

p.m.p. = pied – mesure de planche

Les besoins en matière ligneuse poussent l'exploitation du domaine forestier toujours plus au nord. Une prise de conscience généralisée de la possibilité d'une rupture de stock à moyen et à long terme a entraîné un mouvement d'accélération des programmes de reboisement. Cela s'est traduit par une production de 13 millions de plants en région, principalement à la pépinière de Trécesson et aux Serres coopératives de Guyenne. Cette production devra augmenter considérablement si l'on veut être en mesure d'atteindre l'objectif de vingt-cinq millions de plants produits et plantés chaque année que s'est fixé le M.E.R., pour 1987.

L'industrie minérale

Près du quart de la valeur des expéditions minérales du Québec proviennent de l'Abitibi-Témiscamingue[2]. Si on y extrait surtout du cuivre et du zinc, c'est d'abord la présence d'or qui soutient l'exploitation et stimule la prospection.

L'industrie minérale représente 9 % de l'emploi régional et son effet multiplicateur sur l'économie est, selon toute évidence, relativement élevé, vu l'activité qu'elle génère dans le domaine du transport ainsi que dans la production et l'entretien d'équipements miniers. Cette industrie est cependant instable. Elle dépend principalement du cours des métaux précieux et industriels. De plus, la durée de vie d'un gisement en exploitation est limitée, ce qui entraîne inévitablement des fermetures qui portent souvent de très durs coups aux économies locales. Ce fut le cas en 1985 à la mine Lamaque de Val-d'Or, qui était en exploitation depuis environ 50 années et où 450 travailleurs furent mis à pied.

Il semble toutefois que la région suscite un vif intérêt pour l'industrie minière. De 1982 à 1985, les dépenses d'exploration passaient de 64,9 millions de dollars à 113,3 millions de dollars, ce qui faisait grimper la part régionale des dépenses totales au Québec de 58,1 % à 74,4 %[3]. L'engouement suscité par les découvertes dans le canton Casa-Bérardi d'une part et les déductions fiscales offertes aux particuliers qui investissent dans l'exploration d'autre part, ont certainement contribué à maintenir et accroître le niveau de ces dépenses.

1.3.3 Secteur secondaire

Plus de 80 % des 6 800 emplois manufacturiers sont regroupés à l'intérieur de trois des onze activités présentes en Abitibi-Témiscamingue, soit: bois, pâtes et papiers et métaux primaires. L'industrie de la construction, pour sa part, a fourni 2 000 emplois sur le territoire en 1985.

Bois

Forte d'une matière ligneuse de très bonne qualité, la région produisait, en 1983, environ 40 % du bois d'oeuvre québécois[4]. Cette proportion a vraisemblablement chuté en 1984 suite à certains conflits de travail; une situation qui avait toujours cours, du moins en partie, en 1985.

Cependant, si l'on se fie à la tendance québécoise, la production passant de 3,74 milliards de p.m.p. en 1984 à 4,17 milliards de p.m.p. en 1985 selon l'A.M.B.S.Q., et à l'intensification des efforts de coupe, tel que soulignée précédemment, l'on peut supposer que le niveau de production en région s'est redressé en 1985.

Pâtes et papiers

Favorisée par la faible valeur du dollar canadien, la production régionale est exportée aux États-Unis dans une proportion de 60 %. Deux autres facteurs jouent aussi en faveur de l'industrie: d'une part, des investissements importants lui permettent aujourd'hui de jouir d'une productivité élevée et d'autre part, le développement d'un marché pour les copeaux accroît la rentabilité des opérations. Cependant, des perspectives peu encourageantes sur le marché de la construction minent la position concurrentielle de l'industrie régionale; ceci se produit dans un contexte où la production nord-

1. Ces marchés représentent un débouché plus important pour les producteurs de l'Abitibi-Témiscamingue que pour les autres producteurs québécois.

2. Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Industrie minérale* au Québec en 1985, Québec, 1986, 131 p.

3. *ibid.*

4. Soit 1,5 milliard de p.m.p. sur une production québécoise totale de 3,67 milliards de p.m.p. selon l'A.M.B.S.Q. Les données pour l'Abitibi-Témiscamingue en 1984 et 1985 ne sont pas disponibles.

américaine de bois d'oeuvre s'intensifie alors que la ressource en Abitibi-Témiscamingue est de plus en plus coûteuse à aller chercher.

Au début des années quatre-vingt, seulement deux usines de pâtes étaient en opération. Actuellement, ces deux usines modernisent leurs équipements. Un procédé innovateur, dit thermomécanique, qui permet la production de papier à partir de copeaux de bois de façon peu polluante, a favorisé l'implantation d'un troisième établissement. Une variante de ce procédé permet aujourd'hui la construction d'une quatrième unsine qui devrait faire porter le nombre d'emplois de 1 300, qu'il est en 1985, à 1 400 en 1987. Cette activité se trouve donc en nette progression et est en voie de devenir un pilier de l'économie de la région.

Métaux primaires

À toutes fins utiles, ce secteur se résume à la fonderie de cuivre de Rouyn-Noranda et ses 1 000 emplois. Les deux imposantes cheminées qui dominent cette ville et qui font la fierté de plusieurs, sont aussi l'objet de vives préoccupations

D'aucuns craignent pour la survie d'un établissement qui constitue toujours une activité-clé de l'économie régionale. En gros, disons que le marché du cuivre est peu prometteur, qu'une partie de l'approvisionnement en minerai provient de l'étranger, que la récupération demeure une activité sporadique. C'est la présence d'or dans le minerai de cuivre et la faiblesse du dollar canadien qui permet de ... soufler.

Remarquons qu'une telle conjoncture joue en faveur de l'entreprise. Ceci influe sur les revendications, tant au chapitre du travail que du côté environnemental. Somme toute, c'est l'avantage économique à court terme qui semble primer.

La construction

Si le nombre d'emplois est numériquement élevé, soit 2 000 à l'échelle régionale, il est cependant relativement faible sur une base nationale. La plupart des infrastructures sont en place et l'on n'entrevoit pas de développement majeur et soutenu. Il se fait d'ailleurs passablement de récupération de bâtiments. De plus, faute d'une présence concurrentielle d'entrepreneurs généraux, la région doit faire appel à des entrepreneurs de l'extérieur qui, souvent, arrivent avec une partie du personnel nécessaire. Finalement, les retombées économiques que suscite la construction se font plus à Montréal qu'en région, une simple question d'importance de marché encore une fois.

1.3.4 Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire génère plus de 37 000 emplois en Abitibi-Témiscamingue. L'origine des capitaux nous porte à faire une distinction entre le tertiaire privé et le tertiaire public. Le tertiaire privé, qui représente environ 60 % de l'emploi, se retrouve de façon prédominante à Val-d'Or alors que le tertiaire public est concentré à Rouyn-Noranda.

A) Le tertiaire privé

Tributaire de l'activité économique de base, aucune de ces activités ne peut envisager de croissance à court terme, à l'exception peut-être du transport routier des marchandises qui profite de l'exploitation des ressources sises toujours plus au nord du territoire. Certaines sont cependant en mutation.

Transports

Le domaine des transports représente une donnée importante en raison du contexte géographique particulier de la région. En ce sens, l'élimination d'entraves physiques, dans la mesure où les usagers sont prêts à en assumer les coûts, ou d'entraves réglementaires joue un rôle déterminant dans son développement social et économique.

La plus grande partie du transport des marchandises se fait par camion, moyen offrant souvent un maximum de flexibilité. Le réseau routier qui soustend cette activité est certes plus impressionnant de par ses caractéristiques quantitatives que qualitatives. Précisons toutefois que la détérioration accélérée de l'infrasturcture routière serait largement attribuable à ce mode de transport.

Le service ferroviaire sert d'abord au transport des marchandises et occupe une place relativement peu importante, voire décroissante. Une opinion cependant, voulant que la desserte de la région ne soit pas suffisante, commence à rallier plusieurs entreprises locales. Du côté du transport de passagers, Via-Rail a limité son service Senneterre, Amos, La Sarre, Cochrane, à trois liaisons par semaine. La continuité de ce service serait menacée à court terme.

Le transport aérien est surtout associé au transport de passagers, bien que l'activité reliée au fret à Val-d'Or, qui fait figure de pont vers le nord, soit relativement importante. Le service aux passagers, dans son ensemble, est plutôt instable. Les effets de la déréglementation ne devraient pas, à court terme, améliorer la situation à ce chapitre.

Soulignons enfin que faisant suite à la levée du moratoire sur la délivrance des permis d'autobus interurbains, plusieurs municipalités de la région ont exprimé leur inquiétude à propos du maintien de la desserte de la compagnie Voyageur.

Communications

La situation de quasi-monopole qui prévaut en Abiti-Témiscamingue est à noter. La télévision et la radio sont d'abord l'affaire du groupe Radio-Nord qui retransmet les signaux de Radio-Canada, TVA et Télémédia. Seule Radio-Québec concurrence ce groupe. Côté radiophonique, quelques radios communautaires tentent, dans un contexte de survie, d'offrir un produit concurrentiel. Dans le domaine de la presse écrite, le groupe Québecor contrôle 85 % des ventes d'hebdos régionaux.

Services publics

Tout d'abord, du côté de l'hydro-électricité, la fusion des régions de l'Abitibi–Témiscamingue et de la Baie-James pour créer la région La Grande telle qu'annoncée à la fin de 1984 par Hydro-Québec, a été officiellement entérinée le 1er janvier 1986. Conséquemment, nous assistons à l'établissement de la base administrative de la région La Grande à Rouyn-Noranda, d'où se fera le contrôle des opérations à compter de la fin de l'année 1986.

Dans le domaine de la téléphonie, la compagnie Télébec procède à la modernisation de son réseau. On note particulièrement la mise en service d'un autocommutateur à Rouyn-Noranda, la pose de trois concentrateurs numériques en Abitibi-Témiscamingue, ainsi que le début des travaux visant l'établissement d'un lien radio micro-ondes numérique entre Rouyn-Noranda et Val-d'Or. La compagnie s'est aussi portée acquéreur de la totalité des actions de Sotel inc., qui desservait le territoire de la Baie-James. L'exploitation du service de télécommunications sur le territoire de la Baie-James relèvera dorénavant de l'administration régionale de Télébec à Val-d'Or.

Commerce

Le commerce de détail en région, qui regroupe maintenant plus de 9 000 emplois, se réorganise autour de centres-villes rajeunis près desquels s'implantent parfois des centres commerciaux. Cette restructuration implique la réduction du rôle du commerçant indépendant au profit de grandes chaînes de distribution. Ce processus va de pair avec la standardisation des modèles de consommation. La population s'identifie aux tendances nationales et achète dans les chaînes nationales.

Finances

Comme ailleurs au Québec, le réseau des caisses populaires couvre la majeure partie du territoire. On retrouve aussi des succursales des six grandes banques à charte dans la plupart des centres urbanisés de la région. Cependant, dans un cas comme dans l'autre, les décisions concernant le crédit sont prises presqu'exclusivement au siège social des institutions. Ce phénomène a des répercussions sur la disponbilité du capital aux fins de développement.

Associations

Bon nombre d'organismes sont voués au développement économique sectoriel, local ou régional. Toutefois, le Conseil régional de développement (C.R.D.) s'est démarqué en 1985; il a d'abord commandé une étude devant composer une image de marque pour la région, d'où émergea la formule «Une volonté de faire». Il a aussi demandé et acquis la tenue d'un premier sommet socio-économique, exercice visant à stimuler, regrouper et canaliser les énergies de la région. Déjà, on a opté pour donner une importance particulière aux colloques de zone. La tenue de la Conférence au Sommet est prévue pour avril 1987.

Tourisme

La fréquentation touristique en Abiti–Témiscamingue est relativement faible. Une étude du gouvernement du Québec[1] montre que la clientèle touristique québécoise qui se rend dans la région, sétablissait en 1984 à 306 000 voyages-personnes[2], représentant 2,1 % du total des voyages-personnes effectués par ces touristes à l'intérieur du Québec et 2,8 % de leurs dépenses. À cela venaient s'ajouter 92 000 voyages-personnes en provenance des autres provinces canadiennes[3].

La chasse et la pêche composent l'essentiel de l'activité touristique. L'Abitibi–Témiscamingue compte 110 pourvoiries, ce qui représente environ 20 % des pourvoiries québécoises qui reçoivent une clientèle d'habitués dont une bonne part vient de l'extérieur de la région.

Plusieurs faits saillants qui marquèrent l'année 1985 sont porteurs d'avenir. Tout d'abord, près d'une vingtaine de municipalités se sont animées pour fêter leur histoire, événement que l'on a qualifié de «Boom des cinquantenaires». En plus d'attirer des gens de l'extérieur, ces activités ont permis de tisser de nouveaux liens et susciter les dynamismes locaux. Soulignons aussi l'ouverture au public de la route de la Baie-James jusqu'au kilomètre 257.

Finalement, deux nouveaux offices du tourisme ont vu le jour, l'un à Amos et l'autre à Ville-Marie, s'ajoutant ainsi à celui existant déjà à Rouyn-Noranda. Les secteurs valdoriens et lasarrois envi-

---

1. Ministère du Tourisme du Québec. *Le tourisme au Québec, bilan et perspectives d'action 1985-88*, Québec, 1984, 94 p.
2. Un voyage-personne se définit comme étant un voyage effectué par une personne.
3. Ministère d'État au tourisme du Canada. *Le tourisme de demain, pour une stratégie canadienne du tourisme*, Ottawa, 1985, 87 p.

sagent de se doter de tels organismes. De plus, l'Association touristique régionale de l'Abitibi-Témiscamingue (ATRAT), qui chapeaute les différents efforts, a amorcé le processus devant mener à l'adoption d'un plan régional de développement touristique au début de l'année 1987. Nous assistons donc bel et bien à une véritable offensive dans le domaine touristique.

B) Le tertiaire public

Le contexte budgétaire actuel oblige à une gestion plus serrée des fonds publics. L'identification des priorités est cruciale afin de maximiser l'impact des interventions.

Éducation

La volonté de développer un réseau d'éducation supérieure répondant aux besoins de la région et ce, tenant compte du contexte géographique particulier, a canalisé bien des énergies au cours des dernières années. Le faible taux de passage des jeunes du secondaire de l'Abitibi-Témiscamingue vers les études supérieures[1], soit environ 40 %, une surabondance de main-d'oeuvre non spécialisée et une carence de professionnels, ont favorisé l'implantation, à Amos, d'un pavillon de services du cégep de l'Abitibi-Témiscamingue de Rouyn-Noranda et l'établissement, à Rouyn-Noranda, d'une université (UQAT) offrant des services décentralisés.

Santé et services sociaux

Le bilan socio-sanitaire de l'Abitibi-Témiscamingue n'est certes pas des plus enviable. Les taux d'obésité, de tabagisme, d'alcoolisme, d'incarcération, d'accidents et de suicides sont plus élevés dans la région qu'ailleurs au Québec[2].

L'offre de services ne correspond pas à cet état de fait. On dénote un manque de lits et d'équipements spécialisés. Du côté des effectifs, il y aurait surreprésentation des services techniques et connexes, et carence de professionnels de la santé. La seule solution concrète pour plusieurs usagers se limite encore trop souvent aux salles d'urgence engorgées.

Des réalisations sont toutefois encourageantes. Deux CLSC, soit à La Sarre et à Rouyn-Noranda, ont obtenu leurs permis d'exploitation en 1985. Le réseau régional devrait s'étendre en 1986 avec l'ouverture d'un cinquième CLSC à Amos. Le CRSSS, pour sa part, a inauguré une ligne d'écoute téléphonique visant la prévention du suicide. On en est à réaliser un bilan socio-sanitaire exhaustif de la région, dont les premiers résultats devraient paraître au début de 1987.

Loisirs et culture

La région a connu au cours de la dernière décennie, un essor marqué des activités de loisirs et culturelles. Le développement a certes contribué à l'amélioration de la qualité de vie et, par ricochet, au soutien de l'activité économique proprement dite.

Les centres communautaires et les arenas constituent le noyau des infrastructures de loisirs. Au niveau régional, on remarque l'ouverture d'un centre de plein air aux abords du lac Beauchamp près d'Amos, ainsi que la reconnaissance officielle du Parc national d'Aiguebelle, lieu offrant un contact privilégié avec l'environnement naturel.

Cinq salles de spectacles d'envergure se trouvent maintenant dans la région. Incidemment, l'agrandissement du Théâtre du Cuivre à Rouyn-Noranda portera le nombre de places de 580 à plus de 760. Ces salles sont regroupées à l'intérieur du réseau SPECTOUR, donnant ainsi aux grands spectacles un réseau de tournées régionales. À un autre niveau, on note la création de CIRCUIT, un regroupement d'organismes oeuvrant dans les salles d'une envergure plus restreinte.

Divers événements ont aussi marqué la scène culturelle. Tout d'abord, l'adoption d'un premier plan de développement des arts et de la culture par le Conseil de la culture de l'Abitibi-Témiscamingue vient asseoir, sur une base quinquennale, les orientations, buts de objectifs à poursuivre par les différents intervenants. On note aussi l'inauguration de l'École de musique et de danse de Val-d'Or et, dans un cadre plus restreint, de l'École de musique Harricana à Amos. La publication du cahier l'Express sur l'histoire et et la géographie de la région aura donné naissance à un «quizz» télévisé s'adressant aux étudiants du secondaire. Par ailleurs, on assiste à la mise en chantier à La Sarre d'une maison de la culture. Côté littéraire, on remarque la naissance d'une maison d'édition à Val-d'Or. Finalement, soulignons au niveau des événements annuels, la tenue du 4e Festival international du cinéma de l'Abitibi-Témiscamingue à Rouyn-Noranda. Cette quatrième édition constitue une étape marquante pour le Festival. Pour la première fois, il sollicite et avec succès, la participation d'un public national. Une crédibilité élargie sert aujourd'hui de pierre d'assise au développement de cet événement qui véhicule une image de marque pour la région.

---

1. Ministère de l'Éducation du Québec. *Statistique 1985. Direction recherche et développement* dans, Rémy Trudel, l'éducation post-secondaire et recherche en Abitibi-Témiscamingue, document d'amorce pour le Sommet socio-économique, 1986, pp. 6.1 — 6.19.

2. Voir *Les services sociaux et de santé en Abitibi-Témiscamingue*, document d'amorce de discussion pour le Sommet socio-économique ainsi que l'étude de PAMPALON, R. *La géographie de la santé au Québec*, 1981.

2. Présence du gouvernement du Québec

L'État souhaite modifier son mode d'intervention dans la région en accentuant sa fonction de catalyseur d'initiatives privées ou communautaires. Les effets de cette nouvelle conception commencent à se percevoir en Abitibi-Témiscamingue, notamment sur les investissements, les principaux programmes ainsi que par l'impact des sociétés d'État.

2.1 Investissements

Après avoir atteint un apogée en 1984, les dépenses d'investissements du gouvernement du Québec ont connu une baisse en 1985, tant en termes absolus que relatifs. Ces dépenses sont en effet passées de 163 millions de dollars à 146 millions de dollars. Cela représente 74,2 % de l'ensemble des dépenses publiques et 20,8 % des dépenses privées et publiques en Abitibi-Témiscamingue. Toute proportion gardée, les dépenses de l'État québécois se retrouvent à un niveau comparable à celui de 1983.

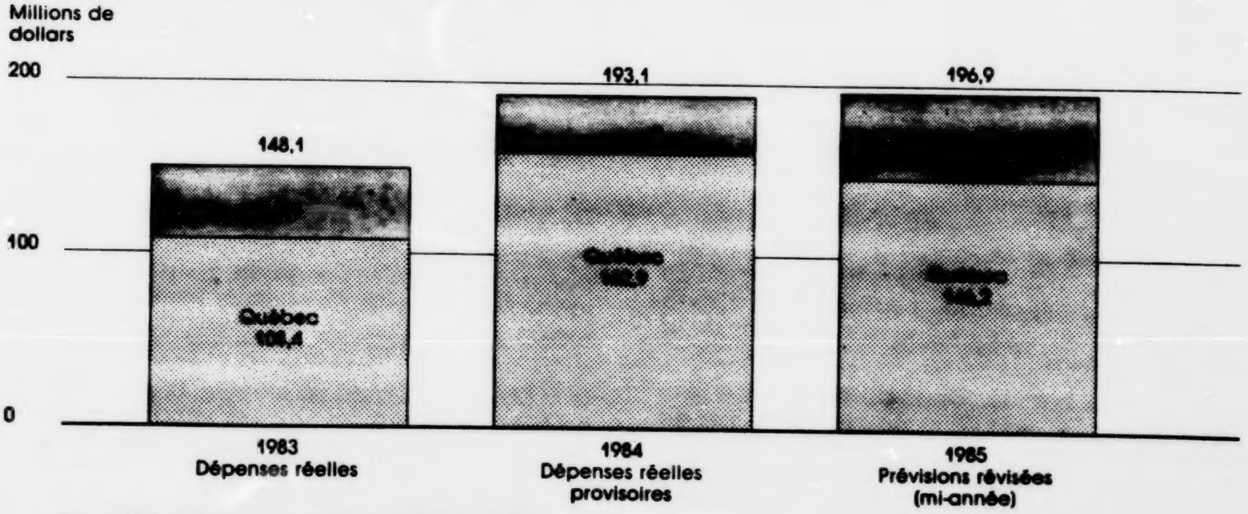
TABLEAU 7
INVESTISSEMENTS ABSOLUS ET RELATIFS DE L'ÉTAT QUÉBÉCOIS EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE 1983, 1984 ET 1985, EN MILLIONS DE DOLLARS*

ORIGINE DE LA DÉPENSE	**1983**	**1984**	**1985**
Ministères et Fonds spéciaux du Québec	59 287	60 899	50 386
Entreprises publiques provinciales	30 076	88 004	77 518
Institutions publiques	19 041	14 027	18 319
TOTAL	**108 404**	**162 930**	**146 223**
Dépenses globales du secteur public (gouvernement fédéral, gouvernement québécois et municipalités)	148 088	193 149	196 947
Apport du gouvernement québécois dans l'ensemble des dépenses publiques	73,2 %	84,0 %	74,2 %
Dépenses globales des secteurs privés et publics	580 666	602 887	704 248
Apport du gouvernement québécois dans l'ensemble des dépenses privées et publiques	18,7 %	27,0 %	20,8 %

* 1983: dépenses réelles; 1984: dépenses réelles provisoires; 1985: prévisions révisées (mi-année).

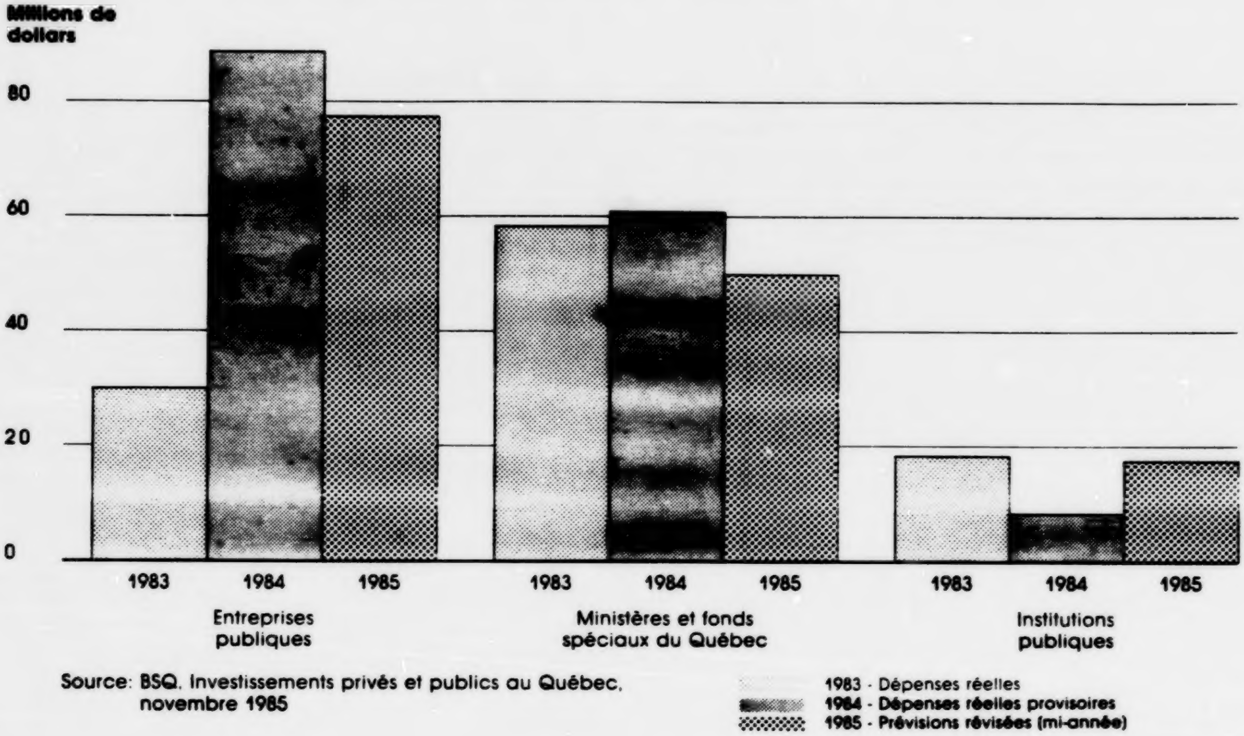
SOURCE: Bureau de la statistique du Québec. *Investissements privés et publics au Québec*, novembre 1985.

Figure 3: Évolution des dépenses publiques, 1983 - 1984 - 1985



Source: BSQ, Investissements privés et publics au Québec, novembre 1985

Figure 4: Origine des dépenses d'investissements du Québec, 1983 - 1984 - 1985



Source: BSQ, Investissements privés et publics au Québec, novembre 1985

2.2 Programmes majeurs

Tout d'abord, le programme de modernisation de l'industrie des pâtes et papiers a poussé deux établissements de la région à entreprendre des travaux. Il s'agit de Tembec à Témiscaming et Domtar à Lebel-sur-Quévillon, des entreprises qui procurent environ 800 emplois.

Les travaux de réfection de la route 117 se poursuivent: on note particulièrement la construction d'un nouveau pont sur la rivière Kinojévis. Ce dossier est toujours important, puisque la route 117 représente le seul lien routier direct entre l'Abitibi-Témiscamingue et Montréal. On a aussi complété la route reliant La Sarre et la mine Selbaie, à laquelle contribua le Fonds de développement régional de l'OPDQ. Non seulement s'agit-il d'un lien privilégié pour les travailleurs du moyen nord, mais il permet, du même coup, une intensification de la prospection minière.

Pour sa part, le Fonds de développement régional de l'OPDQ aura déboursé 1,4 million de dollars. Cette somme aura permis de parachever deux projets et d'en lancer une dizaine d'autres. Ces interventions répondent à des problématiques socio-économiques spécifiques; il s'agit donc d'une donnée majeure aux fins du développement de la région.

Finalement, les effets du plan quinquennal d'exploration minière (1978-1982) couplés aux déductions fiscales dont peuvent se prévaloir les particuliers qui investissent dans les activités d'exploration au Québec, ont permis à l'industrie minière de croître substantiellement au cours des huit dernières années. L'emploi dans cette industrie est passé de 3 500, qu'il était en 1978, à 5 000 en 1985.

2.3 Emploi et employabilité

Les programmes de création d'emplois au Québec relèvent essentiellement de deux budgets distincts: Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu (M.M.S.R.) et Industrie et Commerce (M.I.C.). On peut aussi citer la Société d'habitation du Québec qui, par ses programmes visant la construction ou la rénovation domiciliaire, stimule l'emploi dans la région.

Par ses programmes de création d'emplois le M.M.S.R. a contribué à créer ou à maintenir 130 emplois. Le Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC), administré par l'OPDQ, aura versé 600 000 $ en 1985-1986, dans 17 projets et créé 122 emplois.

Les programmes du M.I.C. (UNIPME, Outils de gestion et Bourses d'affaires) ont permis de rejoin-

dre, en région, 37 jeunes diplômés universitaires dont la formation est venue renforcer la gestion des entreprises de l'Abitibi-Témiscamingue.

Dans une région où 95 % des bénéficiaires de l'aide sociale de moins de 30 ans n'ont pas terminé leur secondaire, la nécessité de programmes visant à créer des emplois, et particulièrement chez les jeunes, n'est plus à démontrer. En effet, la région compte une surabondance de main-d'oeuvre non spécialisée et l'on rencontre un taux de suicide très élevé. Les différentes solutions qu'offre le M.M.S.R. via la campagne DÉCLIC JEUNESSE, visant le retour aux études, l'insertion dans un milieu de travail ou encore l'implication dans la vie communautaire, touchent directement 2 880 personnes. Cela représente une augmentation de 58 % par rapport à l'année précédente où l'on rejoignait 1 823 individus.

2.4 Impact des sociétés d'état

Trois sociétés sont principalement présentes en Abitibi-Témiscamingue: Hydro-Québec, SOQUEM et Rexfor.

Les dépenses d'Hydro-Québec représentaient généralement la moitié des dépenses des entreprises publiques en Abitibi-Témiscamingue. Néanmoins, l'impact de ces montants sur le développement de la région était moins ressenti que les dépenses d'autres sociétés, dû à la nature de ses activités. Cette année, avec la création du centre administratif de la région de La Grande, les dépenses de la Société se sont élevées à 52,9 millions de dollars, soit 68,2 % des dépenses des entreprises publiques en région. Si divers entrepreneurs profitent de cette activité ponctuelle, la création d'une centaine de nouveaux postes permanents et l'attribution de contrats de sous-traitance auront des effets certes plus durables sur l'économie de la région, particulièrement à Rouyn-Noranda.

Le rôle particulier de SOQUEM a eu pour effet de favoriser la mise en production de petits et moyens gisements au début des années quatre-vingt. La Société poursuit toujours ses activités, bien qu'elle se fasse plus discrète.

Le rôle de Rexfor prend son importance dans son soutien à la consolidation de l'industrie du sciage, premier pilier de l'économie régionale. On identifie Rexfor à la Scierie Béarn, qui s'est impliquée dans Cèdre Fabre inc. en 1985. On note aussi que les actifs de Rexfor dans la compagnie Temfor sont passés à la compagnie Tembec de Ville-Marie.

Conclusion

Véritable île entourée de forêt, l'Abitibi-Témiscamingue constitue une vaste région isolée et faiblement peuplée. Son économie, peu diversifiée et donc sensible aux aléas des marchés mondiaux, repose sur l'exploitation des ressources.

Stimulée par la croissance des élevages bovins, l'agriculture poursuit sa remontée. La forêt fournit une quantité importante de matière ligneuse de qualité. La région devra cependant faire face à une rupture de stock si la gestion du domaine forestier n'est pas modifiée. L'activité minière quant à elle, connaît un nouveau souffle grâce aux découvertes au nord du 49e parallèle. Une gestion optimale des ressources demeure la clé de voûte du développement de la région.

La faiblesse du marché local favorise les importations de produits tant cultivés que manufacturés. L'activité du secteur secondaire se limite à une première transformation des ressources. Mise à part la production de pâtes et papiers, qui est en nette progression, le secteur semble relativement stable.

Certaines activités du tertiaire privé se trouvent en mutation, notamment les transports, les services publics, le commerce et le tourisme. Les activités du tertiaire public demeurent difficiles à organiser dans le contexte démographique de l'Abitibi-Témiscamingue.

L'État québécois accentue sa fonction de catalyseur d'initiatives privées ou communautaires. Il demeure quand même un partenaire majeur au développement de la région.

Finalement, la tenue d'un premier sommet socio-économique constitue un événement majeur pour l'Abitibi-Témiscamingue. Il donnera l'occasion à la région d'exprimer les voies qu'elle entend prioriser pour assurer son développement social et économique et de s'associer à l'État québécois, par le biais d'une entente-cadre. La prise en charge du développement de la région par la région représente une approche novatrice dont les retombées alimenteront le contenu des bilans à venir.